Haïti, une nécessité de regrouper les partis politiques en plateformes politiques pour un déroulement parcimonieux des élections

Marc-Donald VINCENT

Discipline ou domaine de recherche : « Élection et réforme électorale »

Auteur correspondant : Marc-Donald VINCENT

Courriel : vmarcdonald@gmail.com

2024 | Volume : 1 (numéro : 4) | pages 47 à 64

Article disponible en ligne à l'adresse :

Lien de l'article : https://www.lescientifique.org/rhsshvolume1numero4

© *Revue Haïtienne des Sciences Sociales et humaines (RHSSH)*, 2024

La *Revue Haïtienne des Sciences Sociales et humaines (RHSSH)* est une revue scientifique du *Centre de Recherche Intégrée et Scientifique d'Haïti (CRISH)* créé le 10 novembre 2017. S'ajoutant à la RHSSH, le CRISH héberge plusieurs autres revues scientifiques qui publient des articles scientifiques originaux prenant les formes d'articles théoriques, d'articles empiriques et d'articles de synthèse. Les articles publiés couvrent notamment les disciplines des sciences sociales et humaines, des sciences naturelles et de la vie et le domaine du combitisme. Entre autres, le *Centre de Recherche Intégrée et Scientifique d'Haïti* héberge un journal socioprofessionnel, *Le Scientifique*, publiant des actualités sociales et professionnelles.

Citation APA :

Vincent, M. D. (2024). Haïti, une nécessité de regrouper les partis politiques en plateformes politiques pour un déroulement parcimonieux des élections. *Revue Haïtienne des Sciences Sociales et humaines*, 1(4), 47-64. Consulté sur https://www.lescientifique.org/rhsshvolume1numero4

HAÏTI, UNE NÉCESSITÉ DE REGROUPER LES PARTIS POLITIQUES EN PLATEFORMES POLITIQUES POUR UN DÉROULEMENT PARCIMONIEUX DES ÉLECTIONS

Marc-Donald VINCENT

Résumé

Cet article met en évidence la nécessité cruciale de regrouper les partis politiques haïtiens en trois (3) à cinq (5) plateformes politiques lors des opérations électorales. Il analyse le rôle des partis politiques et caractérise les principales idéologies politiques de par leur position sur l'échiquier politique. Enfin, selon la typologie des présidentielles, des élections législatives et celles des collectivités territoriales, il propose des stratégies spécifiques tenant compte de la mutabilité sociopolitique haïtienne pour favoriser le regroupement des partis politiques en des plateformes politiques. À la lumière ces propositions concrètes, l'article analyse le rôle que peut jouer le regroupement des partis politiques haïtiens dans la stabilité sociopolitique et le développement durable du pays.

Mots Clés : Élections, élections primaires, partis politiques, plateformes politiques, stabilité politique.

Abstract

This article highlights the crucial need to group Haitian political parties into three (3) to five (5) political platforms during electoral operations. It analyzes the role of political parties and characterizes the main political ideologies by their position on the political spectrum. Finally, according to the typology of presidential elections, legislative elections and those of local authorities, it proposes specific strategies taking into account Haitian socio-political mutability to promote the grouping of political parties into political platforms. In light of these concrete proposals, the article analyzes the role that the regrouping of Haitian political parties can play in the socio-political stability and sustainable development of the country.

Keywords: Elections, primary elections, political parties, political platforms, political stability.

Rezime

Atik sa a mete aksan sou bezwen esansyèl pou gwoupe pati politik ayisyen yo nan twa (3) a senk (5) platfòm politik pandan operasyon elektoral yo. Li analize wòl pati politik yo epi li dekri prensipal ideoloji politik yo dapre pozisyon yo sou sèn politik la. Finalman, dapre tipoloji eleksyon prezidansyèl yo, eleksyon lejislatif yo ak eleksyon otorite lokal yo, li pwopoze kèk estrateji ki pran an kont evolisyon sosyo-politik ayisyen an pou ankouraje gwoupman pati politik yo nan platfòm politik. Nan kad pwopozisyon konkrè sa yo, atik la analize wòl regroupman pati politik ayisyen yo ka jwe nan estabilite sosyo-politik ak devlopman dirab peyi a.

Mo kle: Eleksyon, eleksyon primè, pati politik, platfòm politik, estabilite politik.

1. Introduction

Malgré sa pauvreté, Haïti est l'un des pays ayant le plus grand nombre de partis politiques dans le monde. De nos jours, plus d'une centaine de partis politiques sont agréés par le Conseil Électoral Provisoire (CEP, 2021 ; Gilles, 2015) et chacun de ces partis a l'intention de se faire représenter dans les élections présidentielles par un candidat. Ces partis politiques, pour la plupart, n'ont aucun cadre normatif, aucun directoire participatif, voire un programme politique. Suivant une recherche menée par Casseus (2022), la majorité des répondants estiment que le nombre élevé de partis politiques en Haïti contribue significativement à la crise sociopolitique et économique actuelle. Considérant l'absence de cadre normatif, de directoire participatif, de programme politique au sein des partis politiques, il est extrêmement difficile d'identifier leur idéologie. Ainsi, on se demande est-ce qu'ils s'identifient sur l'échiquier politique comme la gauche, le centre ou la droite ? Car, c'est très souvent sujet à controverse en Haïti. Cet article décrit la situation des partis politiques haïtiens, leurs rôles dans un contexte universel tout en permettant de comprendre les différentes grandes lignes politiques. En fin, cet article propose à l'État de la République d'Haïti d'amender la loi sur les partis politiques haïtiens afin de les obliger à se regrouper en seulement trois à cinq (5) plateformes de partis politiques pour les élections présidentielles à raison d'un représentant par plateforme, en cinq (5) plateformes de partis politiques pour les élections législatives (au sénat et à la députation) à raison de deux représentants par plateforme pour le sénat et d'un représentant par plateforme pour la chambre des députés, en cinq (5) plateformes de partis politiques pour les élections aux collectivités territoriales (Mairie, CASEC) à raison d'un représentant par plateforme pour chacun des postes aux collectivités territoriales.

Face à la crise multidimensionnelle d'Haïti (Baranyi & Simo, 2023 ; Lumarque, 2020 ; Lafont, & Pariat, 2013), certains estiment ce dont Haïti a besoin serait un bon négociateur, pas un faux populiste qui essaie de plaire des groupuscules, pas un caméléon en politique mais un visionnaire et progressiste comme Dumarsais Estimé (Marcelin, 2022 ; Maurel, 2022), un vrai homme du peuple et égalitaire comme Sylvain Salnave (Lamour, 2024), un nationaliste comme Sténio Vincent (Derby, 2024 ; Stieber, 2020), un architecte rêveur, progressiste et réalisateur comme le roi Henry Christophe (De Cauna, 2023 ; Griggs, & Prator, 2022), un gestionnaire de l'administration publique comme Lysius Salomon (Douglass, 2023 ; Apuzzo, et al., 2022), un renouveau visionnaire comme professeur Lesly François Manigat (Lovinski, 2023 ; DeGraff, et

al., 2022), un général prestigieux et discipliné comme le général Herard Abraham, un président honnête. Tous ces caractères ou styles de personnalité ne peuvent être légitimes que par la voie démocratique comme principe des droits de l'homme (Ailincai, 2024 ; Rousseau, 2022). En Haïti, la problématique des partis politiques pose de sérieux défis (Casseus, 2022 ; Gélineau, et al., 2020 ; Gilles, 2015). Plusieurs auteurs analysent les causes et les conséquences de la prolifération, comme de la mauvaise herbe, des partis et groupements politiques (Gilles, 2015 ; Sample, S.d). Il paraît absurde et ridicule pour certains qu'il y aura plus d'une centaine de candidats pour les prochaines élections alors que certains auront moins de 100 votes au niveau national, départemental et communal. Pourquoi une avalanche de candidats pour un seul fauteuil présidentiel et pour des postes de sénateurs, de députés, de maires, de CASEC, d'ASEC et de délégués de ville ? Dans cette optique, des auteurs remontent la prolifération des partis politiques en Haïti dans une vision d'entrepreneuriat politique, d'enrichissement personnel, familial et groupuscule, etc. (Facchini & Paul, 2015 ; Gilles, 2015). Ce qui n'a rien à voir avec le développement, le bien commun et la défense d'Haïti. En conséquence, l'objectif de l'article est de proposer des stratégies spécifiques tenant compte de la mutabilité sociopolitique haïtienne pour favoriser le regroupement des partis politiques en des plateformes politiques. Entre autres, il analyse le rôle que peut jouer le regroupement des partis politiques haïtiens dans la stabilité sociopolitique et le développement durable du pays.

Le reste de l'article est organisé comme suit. La section 2 aborde les rôles des partis politiques. Puis, elle présente les caractéristiques des idéologies politiques. La section 3 expose la méthodologie. La section 4 présente et analyse les propositions autour du regroupement des partis politiques en plateformes politiques pour un déroulement parcimonieux des élections, alors que la section 5 conclut.

2. Contexte et revue de littérature

Pour certains, le multipartisme est un principe majeur voire indispensable de la démocratie (Mulumba & Ilunga, 2020). Pour d'autres, le multipartisme n'est pas lié à la démocratie mais revêt une sorte de luxe que des pays en voie de développement n'ont pas les moyens de s'offrir (Jacques Chirac cité par Collombat, 2021). À travers une recension des écrits, cette section décrit la situation des partis politiques haïtiens, les rôles qu'ils devraient jouer dans la stabilité sociopolitique et dans

le développement durable du pays. Il permet de comprendre les différentes grandes lignes politiques.

2.1 Rôles des partis politiques

Rappelant qu'un parti politique désigne tout groupe organisé de particuliers partageant au moins généralement les mêmes attitudes, idéaux et opinions politiques (Carassus, et al., 2010), il cherche à influer sur les politiques publiques par l'élection de leurs candidats à des charges publiques (ACE, S.d). Dans les démocraties durables et fonctionnelles, les partis sont en général solidement enracinés dans des sous-structures spécifiques de la société. Ils assurent le lien entre la société civile et les institutions gouvernementales et sont vus comme des composantes nécessaires de tout système démocratique moderne. Selon les approches théoriques universelles et l'analyse de la littérature (ACE, S.d), les principales tâches des partis politiques sont de :

1. recueillir et articuler les priorités politiques et les besoins et problèmes des citoyens tels qu'identifiés par les membres et sympathisants ;
2. sensibiliser les électeurs et les citoyens au fonctionnement du système politique et électoral et promouvoir des valeurs politiques ;
3. concilier les revendications opposées et les transformer en politiques générales ;
4. inciter les citoyens à participer aux décisions politiques et transformer leurs opinions en politiques viables ;
5. canaliser l'opinion publique des citoyens vers le gouvernement ;
6. recruter et former les personnes qui souhaitent être élues à une charge publique.

Les partis politiques sont souvent décrits comme des médiateurs institutionnels entre la société civile et ceux qui prennent les décisions et les appliquent. À ce titre, ils favorisent la prise en compte des attentes de leurs membres et sympathisants par le parlement et le gouvernement. Les partis remplissent de nombreuses fonctions vitales dans une société démocratique, mais leurs activités les plus visibles sont la présentation de candidats lors des campagnes électorales (ACE, S.d). Les partis politiques et les citoyens ne peuvent s'acquitter de ces fonctions que si certains droits et obligations sont garantis ou régis par la loi ou la Constitution. Ces principes sont les suivants :

- Liberté d'organisation ;

- Liberté de se présenter aux élections ;
- Liberté d'expression et de réunion ;
- Compétition équitable et pacifique entre les différents partis et candidats ;
- Mécanismes visant à garantir la pluralité ;
- Participation au processus électoral et interactions avec les organismes électoraux ;
- Égalité des chances et absence de discrimination ;
- Accès aux médias et couverture impartiale ;
- Financement politique transparent et obligation d'en rendre compte.

Le fonctionnement interne d'un parti politique est déterminé dans une certaine mesure par des forces externes aux partis (le système électoral, la culture politique, le cadre législatif, etc.), mais surtout par des éléments internes, comme la personnalité de son chef de file et de son équipe, ses fondements idéologiques, son histoire et sa culture politique interne. Les partis qui souhaitent appliquer à leur propre organisation les principes démocratiques de la politique électorale peuvent adopter des mécanismes et règles internes (formels ou informels) d'information, de consultation, d'organisation et de prise de décisions, et soumettre tous les niveaux de leurs opérations à la règle de la transparence. Les membres du parti peuvent aussi assumer un rôle décisionnel plus officiel, notamment en participant à l'élection des dirigeants du parti et au choix de ses candidats. Par ailleurs, de nombreux partis s'efforcent d'accorder une place plus importante aux groupes traditionnellement sous-représentés en leur sein.

2.2 Caractéristiques des idéologies politiques

En sciences sociales, une idéologie politique est un ensemble défini d'idéaux éthiques, des principes, des doctrines, des mythes ou des symboles d'un mouvement social, institution, classe ou groupe important qui explique comment la société devrait fonctionner et offre quelques plans politiques et culturels pour atteindre un certain ordre social (Jost, 2021). Une idéologie politique concerne en grande partie lui-même avec la façon de répartir la puissance et à quelles fins elle doit être utilisée (BAB.LA, S.d.). Certains partis politiques suivent une certaine idéologie de manière très rigoureuse, tandis que d'autres peuvent prendre une inspiration étendue sur un groupe d'idéologies, sans s'arrêter sur une idéologie en particulier. La popularité d'une idéologie est en partie due à l'influence d'entrepreneurs de morale, qui agissent parfois dans leur propre intérêt.

Les idéologies politiques ont deux dimensions : les objectifs permettent de comprendre comment la société devrait être organisée et les méthodes qui aide à identifier le moyen le plus approprié pour atteindre cet objectif. Une idéologie désigne un système total et clos d'idées a priori tendant à répondre à tout (Blanchet, 2013). C'est un « prêt-à-penser » collectif. En conséquence, une idéologie est un ensemble d'idées. En règle générale, chaque idéologie contient certaines idées en ce qui concerne la meilleure forme de gouvernement (par exemple, la démocratie ou l'autocratie) et le meilleur système économique (par exemple, le capitalisme ou le socialisme). Parfois, le même mot est utilisé pour identifier à la fois une idéologie et une de ses idées principales. Par exemple, le « socialisme » peut se référer à un système économique, ou il peut se référer à une idéologie qui soutient ce système économique. L'idéologie politique est un terme qui se heurte à des problèmes, après avoir été appelé « le concept le plus insaisissable dans l'ensemble des sciences sociales ».

Si les idéologies peuvent être distinguées à partir des stratégies politiques, il y a plusieurs études qui montrent que l'idéologie politique pourra être transmise de manière héréditaire au sein d'une famille. Cependant, les idéologies ont tendance à s'identifier par leur position sur l'échiquier politique comme la gauche, le centre et la droite.

2.2.1 La gauche

Les idéologies de gauche soutiennent plus fortement certaines valeurs. Dans cette optique, les idéologies de gauche sont caractérisées par les valeurs suivantes :

- le progrès social ;
- la liberté ;
- l'égalité ;
- la solidarité sociale.

Les idéologies de gauche prônent l'intervention de l'État, notamment dans les domaines économiques et sociaux. Elles tendent vers une redistribution des richesses (programmes d'aide sociale et d'assurance-emploi, accès aux soins de santé ou à l'éducation, etc.) pour une société plus égalitaire et solidaire. Les personnes qui adhèrent à ces idéologies demandent régulièrement des changements ou des réformes. Ces idéologies sont qualifiées de progressistes (qui veulent apporter des changements dans la société pour la faire progresser). On trouve parmi les idéologies de gauche le socialisme (gauche) et le communisme (extrême gauche).

2.2.2 Le centre

Les idéologies de centre partagent certaines valeurs de gauche (comme la redistribution des richesses) et de droite (comme la défense des libertés individuelles). Le libéralisme est un exemple d'idéologie de centre.

2.2.3 La droite

La droite comprend des idéologies qui tendent plus vers des valeurs comme :

- la défense des traditions ;
- l'ordre ;
- la défense des libertés individuelles (dans la gestion de son argent et de ses biens, par exemple).

Les idéologies de droite, contrairement à celles de gauche, sont en faveur d'une limitation du rôle de l'État (dans le domaine économique, par exemple). Elles souhaitent également *conserver* l'ordre établi, d'où le fait que les partis de droite soient qualifiés de *conservateurs*. Parmi les idéologies de droite, on trouve le conservatisme (droite) et le fascisme (extrême droite).

3. Méthodologie

Cet article met en évidence la nécessité cruciale de regrouper les partis politiques haïtiens en moins de cinq (5) plateformes politiques lors des opérations électorales. La méthodologie suivie permet, d'une part, d'analyser le rôle des partis politiques et, d'autre part, de caractérise les principales idéologies politiques de par leur position sur l'échiquier politique en fonction de la typologie des présidentielles, des élections législatives et celles des collectivités territoriales. La démarche de l'article s'inscrit dans un objectif descriptif et explicatif. Pour ce faire, elle recourt à des méthodes scientifiques rétrospectives (étude de cas) et d'observation systématique. La collecte des données se fait suivant l'analyse documentaire et l'analyse des grilles d'observation. À cet effet, les propositions concrètes trouvent leur fondement dans les trois (3) grandes idéologies politiques analysées plus haut.

4. Proposition de regroupement de partis politiques

Considérant que les partis politiques haïtiens ne remplissent pas leur mission initiale étant de recueillir et d'articuler les priorités politiques et les besoins et problèmes des citoyens tels qu'identifiés par les membres et sympathisants, de sensibiliser les électeurs et les citoyens au bon fonctionnement du système politique et électoral et de promouvoir des valeurs politiques, de concilier les revendications opposées et les transformer en politiques générales, d'inciter les citoyens à participer aux décisions politiques et de transformer leurs opinions en politiques viables, de canaliser l'opinion publique des citoyens vers le gouvernement, et de recruter et de former les personnes qui souhaitent être élues à une charge publique, il y a lieu d'admettre que les partis politiques ne remplissent pas leurs rôles. Au cours des dernières élections présidentielles, il est montré que le nombre de partis politiques s'accroit considérablement au point que le bulletin de vote électoral ne peut même supporter le nombre de candidats. En 2021, il y a eu plus de 108 partis politiques haïtiens agréés par le Conseil Électoral Provisoire (CEP) alors que des statistiques avancent l'existence de plus de deux centaines en 2024 (De Bard, 2024).

De ce fait, pour résoudre structurellement ce problème, il est nécessaire que la nouvelle loi électorale et la loi sur les partis politiques donnent le ton. Comment ? Comme le prescrit la législation haïtienne, le droit au regroupement politique est favorisé. Toutefois, la législation haïtienne ouvre la brèche à la loi électorale d'en déterminer les conditions d'éligibilité des candidats des partis politiques aux scrutins. En effet, afin d'éviter d'avoir une panoplie de partis politiques aux élections, il est conseillé à l'État haïtien de favoriser le regroupement des partis politiques en plateformes politiques lors des périodes électorales (présidentielles, législatives et des collectivités territoriales). Cette stratégie permettra l'organisations d'élections primaires à tous les niveaux électifs pour réduire le nombre de représentations intégralement et éviter des dépenses inutiles. Ainsi, il est présenté à la figure 1 l'infographie du regroupement des partis politiques en plateformes politiques (conception de OpenGouv.ht).

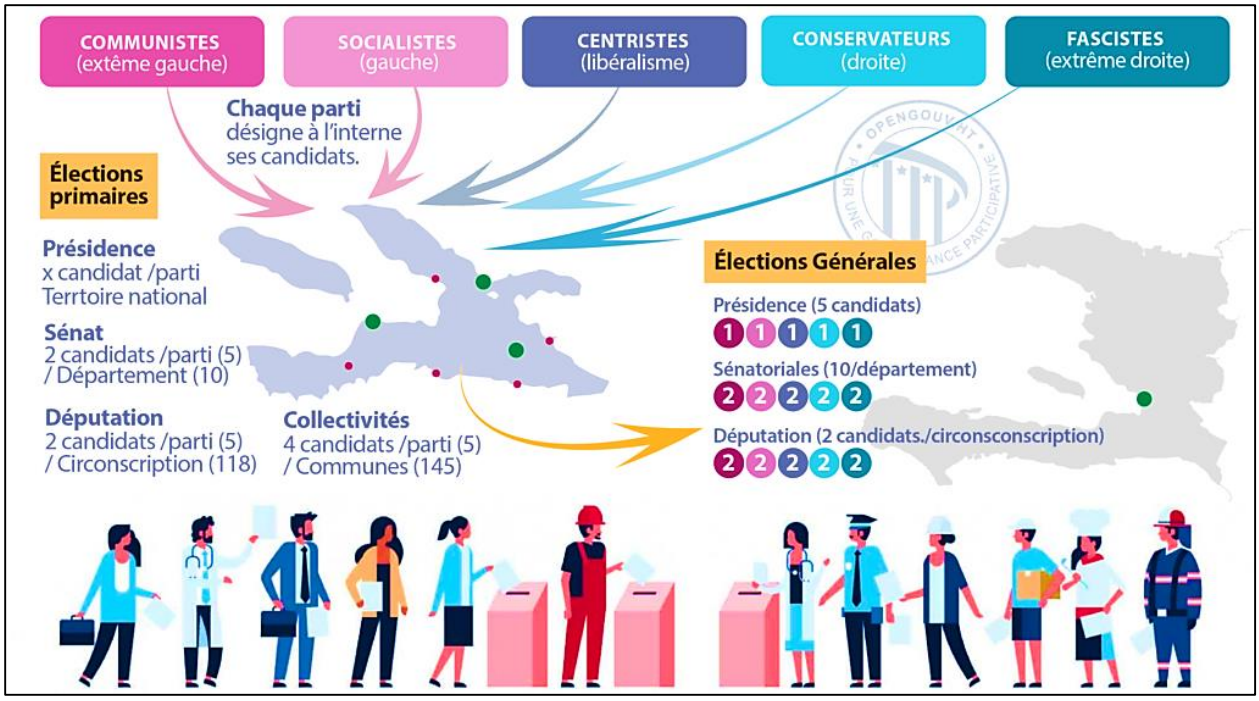


Figure 1. Regroupement des partis politiques en plateformes politiques

3.1 Stratégie de regroupement des partis politiques lors des présidentielles

À l'approche des élections présidentielles, il faut obligatoirement des élections primaires dans les partis et les regroupements de partis politiques en Haïti. Voici la formule la plus optimale en termes de résultats. Il faut préalablement cinq (5) grandes plateformes politiques qui regrouperont les partis politiques ayant les mêmes lignes idéologiques. À la lumière de notre analyse de synthèse, ces cinq (5) grandes plateformes politiques peuvent être :

1. **Plateforme socialiste (gauche)** : les élections primaires seront organisées dans cette plateforme socialiste (gauche) au niveau national avec tous les partis et groupements de partis politiques désireux d'avoir des candidats à la présidence. Les membres des partis et groupements de partis politiques concernés auront droit de voter en une seule tour pour le candidat qui devrait représenter la plateforme socialiste (gauche) au poste de président. Leurs statuts et règlements intérieurs doivent clairement indiquer leur idéologie socialiste (gauche) sur l'échiquier politique haïtien.
2. **Plateforme communiste (extrême gauche)** : les élections primaires seront organisées dans cette plateforme communisme (extrême gauche) au niveau national avec tous les

partis politiques désireux d'avoir des candidats à la présidence. Les membres des partis et groupements de partis politiques concernés auront droit de voter en une seule tour pour le candidat qui devrait représenter la plateforme communisme (extrême gauche) au poste de président. Leurs statuts et règlements intérieurs doivent clairement indiquer leur idéologie communiste (extrême gauche) sur l'échiquier politique haïtien.

3. **Plateforme centriste (libéralisme)** : les élections primaires seront organisées dans cette plateforme centriste (libéralisme) au niveau national avec tous les partis politiques désireux d'avoir des candidats à la présidence. Les membres des partis et groupements de partis politiques concernés auront droit de voter en une seule tour pour le candidat qui devrait représenter la plateforme centriste (libéralisme) au poste de président. Leurs statuts et règlements intérieurs doivent clairement indiquer leur idéologie centriste (libéralisme) sur l'échiquier politique haïtien.

4. **Plateforme conservatiste (droite)** : les élections primaires seront organisées dans cette plateforme conservatiste (droite) au niveau national avec tous les partis politiques désireux d'avoir des candidats à la présidence. Les membres des partis et groupements de partis politiques concernés auront droit de voter en une seule tour pour le candidat qui devrait représenter la plateforme conservatiste (droite) au poste de président. Leurs statuts et règlements intérieurs doivent clairement indiquer leur idéologie conservatiste (droite) sur l'échiquier politique haïtien.

5. **Plateforme fasciste (extrême droite)** : les élections primaires seront organisées dans cette plateforme fasciste (extrême droite) au niveau national avec tous les partis politiques désireux d'avoir des candidats à la présidence. Les membres des partis et groupements de partis politiques concernés auront droit de voter en une seule tour pour le candidat qui devrait représenter la plateforme fasciste (extrême droite) au poste de président. Leurs statuts et règlements intérieurs doivent clairement indiquer leur idéologie fasciste (extrême droite) sur l'échiquier politique haïtien.

Suite aux élections organisées dans chacune des plateformes politiques, cinq (5) seuls candidats seront retenus pour participer aux élections présidentielles en Haïti à raison d'un candidat par plateforme politique (socialisme ou gauche, communisme ou extrême gauche, centriste ou libéralisme, conservatiste ou droite, et fasciste ou extrême droite).

3.2 Stratégie de regroupement des partis politiques lors des élections législatives

À l'approche des élections législatives, il faut obligatoirement des élections primaires dans les partis et les regroupements de partis politiques en Haïti, mais au niveau départemental pour le sénat et au niveau des circonscriptions électorales pour la députation. Voici la formule la plus optimale en termes de résultats. Il faut préalablement cinq (5) grandes plateformes politiques qui regrouperont les partis politiques ayant les mêmes lignes idéologiques. Chacune de ces cinq (5) grandes plateformes politiques auront deux représentants par département et un représentant par circonscription électorale. Voici la démarche par plateforme :

1. **Plateforme socialiste (gauche)** : les élections primaires seront organisées dans cette plateforme socialiste (gauche) au niveau départemental pour le sénat et au niveau des circonscriptions électorales pour la députation avec tous les partis politiques désireux d'avoir des candidats. La population départementale membre aura droit de voter en une seule tour pour les candidats au sénat alors que la population des circonscriptions électorales membre des partis politiques aura droit de voter en une seule tour pour les candidats à la députation qui devrait représenter la plateforme socialiste (gauche).

2. **Plateforme communiste (extrême gauche)** : les élections primaires seront organisées dans cette plateforme de communisme (extrême gauche) au niveau départemental pour le sénat et au niveau des circonscriptions électorales pour la députation avec tous les partis politiques désireux d'avoir des candidats. La population départementale membre aura droit de voter en une seule tour pour les candidats au sénat alors que la population des circonscriptions électorales aura droit de voter en une seule tour pour les candidats à la députation qui devrait représenter la plateforme de communisme (extrême gauche).

3. **Plateforme centriste (libéralisme)** : les élections primaires seront organisées dans cette plateforme centriste (libéralisme)au niveau départemental pour le sénat et au niveau des circonscriptions électorales pour la députation avec tous les partis politiques désireux d'avoir des candidats. La population départementale membre aura droit de voter en une seule tour pour les candidats au sénat alors que la population des circonscriptions électorales aura droit de voter en une seule tour pour les candidats à la députation qui devrait représenter la plateforme centriste (libéralisme).

4. **Plateforme conservatiste (droite)** : les élections primaires seront organisées dans cette plateforme conservatiste (droite) au niveau départemental pour le sénat et au niveau des circonscriptions électorales pour la députation avec tous les partis politiques désireux d'avoir des candidats. La population départementale membre aura droit de voter en une seule tour pour les candidats au sénat alors que la population des circonscriptions électorales aura droit de voter en une seule tour pour les candidats à la députation qui devrait représenter la plateforme conservatiste (droite).

5. **Plateforme fasciste (extrême droite)** : les élections primaires seront organisées dans cette plateforme fasciste (extrême droite) au niveau départemental pour le sénat et au niveau des circonscriptions électorales pour la députation avec tous les partis politiques désireux d'avoir des candidats. La population départementale membre aura droit de voter en une seule tour pour les candidats au sénat alors que la population des circonscriptions électorales aura droit de voter en une seule tour pour les candidats à la députation qui devrait représenter la plateforme fasciste (extrême droite).

Suite aux élections organisées dans chacune des plateformes politiques, dix (10) seuls candidats seront retenus pour participer aux élections législatives par département pour le sénat et cinq (5) seuls candidats seront retenus pour participer aux élections législatives par circonscription électorale pour la députation à raison d'un candidat par plateforme politique (socialisme ou gauche, communisme ou extrême gauche, centriste ou libéralisme, conservatiste ou droite, et fasciste ou extrême droite).

3.3 Stratégie de regroupement des partis politiques lors des élections des collectivités territoriales

A l'approche des élections législatives, il faut obligatoirement des élections primaires dans les partis et les regroupements de partis politiques en Haïti, mais au niveau des circonscriptions électorales pour les collectivités territoriales (Mairie, CASEC). Voici la formule la plus optimale en termes de résultats. Il faut préalablement cinq (5) grandes plateformes politiques qui regrouperont les partis politiques ayant les mêmes lignes idéologiques. Chacune de ces cinq (5) grandes plateformes politiques auront un représentant par commune ou section communale et au poste de délégué de ville. Voici la démarche par plateforme :

1. **Plateforme socialiste (gauche)** : les élections primaires seront organisées dans cette plateforme socialiste (gauche) au niveau communal pour la mairie et au niveau des sections communales pour les CASEC avec tous les partis politiques désireux d'avoir des candidats. La population des communes et sections communales membres des partis politiques aura droit de voter en une seule tour pour les candidats à la municipalité, au CASEC et au délégué de ville qui devraient représenter la plateforme socialiste (gauche) dans les élections générales.

2. **Plateforme communiste (extrême gauche)** : les élections primaires seront organisées dans cette plateforme de communisme (extrême gauche) au niveau communal pour la mairie et au niveau des sections communales pour les CASEC avec tous les partis politiques désireux d'avoir des candidats. La population des communes et sections communales membres des partis politiques aura droit de voter en une seule tour pour les candidats à la municipalité, au CASEC et au délégué de ville qui devraient représenter la plateforme de communisme (extrême gauche) dans les élections générales.

3. **Plateforme centriste (libéralisme)** : les élections primaires seront organisées dans cette plateforme centriste (libéralisme) au niveau communal pour la mairie et au niveau des sections communales pour les CASEC avec tous les partis politiques désireux d'avoir des candidats. La population des communes et sections communales membres des partis politiques aura droit de voter en une seule tour pour les candidats à la municipalité, au CASEC et au délégué de ville qui devraient représenter la plateforme centriste (libéralisme) dans les élections générales.

4. **Plateforme conservatiste (droite)** : les élections primaires seront organisées dans cette plateforme conservatiste (droite) au niveau communal pour la mairie et au niveau des sections communales pour les CASEC avec tous les partis politiques désireux d'avoir des candidats. La population des communes et sections communales membres des partis politiques aura droit de voter en une seule tour pour les candidats à la municipalité, au CASEC et au délégué qui devraient représenter la plateforme conservatiste (droite) dans les élections générales.

5. **Plateforme fasciste (extrême droite)** : les élections primaires seront organisées dans cette plateforme fasciste (extrême droite) au niveau communal pour la mairie et au niveau des

sections communales pour les CASEC avec tous les partis politiques désireux d'avoir des candidats. La population des communes et sections communales membres des partis politiques aura droit de voter en une seule tour pour les candidats à la municipalité, au CASEC et au délégué qui devraient représenter la plateforme fasciste (extrême droite) dans les élections générales.

Suite aux élections organisées dans chacune des plateformes politiques, cinq (5) seuls candidats seront retenus pour participer aux élections pour chacun des postes éligibles aux collectivités territoriales (échelle communale, section communale et délégué de ville) à raison d'un candidat à la municipalité, au délégué de ville et au CASEC par plateforme politique (socialisme ou gauche, communisme ou extrême gauche, centriste ou libéralisme, conservatiste ou droite, et fasciste ou extrême droite).

5. Conclusion

En tant que processus internes selon lesquels un parti politique choisit son ou ses candidat(s) aux prochaines élections générales, les élections primaires offrent un exemple de processus de sélection comportant un haut degré de participation, en ce sens que les membres ordinaires (ou, dans certains cas, tous les électeurs de la circonscription) contrôlent le processus. Malgré que des élections primaires ne désignent pas forcément les candidats les plus susceptibles de remporter l'élection générale, sont très coûteuses, encouragent les querelles intestines dans les partis, et affaiblissent les structures du parti, les élections primaires ont une importance capitale dans l'approche participative des partis plateformes politiques et auprès des populations locales. Car,

- elles aident le parti politique à choisir le candidat le plus susceptible de remporter une élection générale grâce à la consultation d'un nombre considérable des personnes susceptibles de voter pour les candidats du parti.
- elles mettent en train le processus démocratique avant même la tenue des élections générales.
- elles donnent aux candidats un mandat clair et les légitiment, car ils sont choisis par les membres du parti en général, et non seulement par sa haute direction.
- elles assurent au parti, à ses candidats, et peut-être même à son programme une importante visibilité publique.

- elles habilitent les membres ordinaires et les font participer à la stratégie du parti et à ses décisions clés.
- elles aident les membres à prévaloir contre des élites du parti qui seraient impopulaires, mais fermement ancrées.

Les informations recueillies et analysées montrent qu'il y a plusieurs raisons pour lesquelles les partis politiques doivent se regrouper en cinq (5) grandes plateformes politiques ou en trois ou quatre plateformes politiques. L'une de ces raisons constitue la lisibilité des bulletins de vote par les électeurs. Une autre raison s'explique par la prolifération du nombre de partis politiques à des fins d'entrepreneuriat politique, d'enrichissement personnel ou de groupuscule et non pas à des fins de développement durable ou de contrôle des intérêts populaires ni dans une logique de bien commun ou de vivre-ensemble. Car, avec plus 20 photos de candidats sur un bulletin, il est quasi impossible que l'électeur fasse un bon choix par rapport aux pressions des bureaux de vote en Haïti. Le système électoral et la loi régissant les élections doit influer sur la conduite des élections primaires, non seulement parce que la nécessité de tenir des élections primaires est une alternative, mais aussi parce que le système électoral doit en soi influer sur la politique tout en limitant l'anarchie dans la prolifération des partis politiques en Haïti.

Références

ACE. (S.d.). Partis politiques et candidats. Consulté le 21 juillet 2024 sur https://aceproject.org/ace-fr/topics/pc/pc10/mobile_browsing/onePag

Ailincai, M. A. (2024). " Combien valent les droits de l'homme, la démocratie et l'Etat de droit ? A propos du budget du Conseil de l'Europe pour le biennium 2024-2025" (accessible en ligne). *Revue des droits et libertés fondamentaux*.

Apuzzo, M., Méheut, C., Gebrekidan, S., & Porter, C. (2022). How a French Bank Captured Haiti. *International New York Times*, NA-NA.

BAB.LA. (S.d.). *Idéologie politique*. Consulté le 21 juillet 2024 sur https://fr.bab.la/dictionnaire/francais-italien/id%C3%A9ologie-politique

Baranyi, S., & Simo, A. P. (2023). Le plaidoyer des personnes en situation de handicap pour l'ODD 16+. *Revue internationale des études du développement*, (253), 119-142.

Blanchet, P. (2013). Repères terminologiques et conceptuels pour identifier les discriminations linguistiques. *Cahiers internationaux de sociolinguistique*, 4, 29-39. https://doi.org/10.3917/cisl.1302.0029

Carassus, D., & Dosquet, F. (2010, November). Comment mieux connaître les membres de sa communauté virtuelle pour un parti politique : l'utilisation du concept des représentations sociales. Revue de littérature des méthodologies applicables. In *15th IBIMA Conference*.

Casseus, J. O. (2022). *Multipartisme en Haïti entre crises électorales et post-électorales*.

Collombat, B. (2021). Chapitre 1. Jacques Chirac, l'Africain. Dans : Thomas Borrel éd., *L'Empire qui ne veut pas mourir: Une histoire de la Françafrique* (pp. 493-503). Paris: Le Seuil. https://doi.org/10.3917/ls.colle.2021.01.0493

Conseil Électoral Provisoire. (CEP, 2021). L*iste partielle des partis et groupements politiques agréés*. Consulté le 21 juillet 2024 sur https://lescientifique.org/wp-content/uploads/2022/03/Liste-des-partis-politiques-agrees.pdf

De Bard, P. (2024). *In Haiti, as elsewhere, elections alone are not the answer*. Consulté le 21 juillet 2024 sur https://foreignpolicy.com/2024/03/12/haiti-gang-violence-elections-ariel-henry-resignation/

De Cauna, J. (2023). Préserver pour transmettre et faire vivre: la Citadelle Laferrière, patrimoine de l'humanité, du roi Christophe aux Nations-Unies. *Leaves*, (15), 75-91.

DeGraff, M., Frager, W. S., & Miller, H. (2022). Language Policy in Haitian Education. *Journal of Haitian Studies*, *28*(2), 33-95.

Derby, L. (2024). Stealing the Citadel: Icons of Nationhood and Memories of Theft in Haitian Narratives of Kout Kouto. *New West Indian Guide/Nieuwe West-Indische Gids*, *98*(1-2), 1-39.

Douglass, F. (2023). Haiti's Growing Strategic Importance for US Imperialist Ambitions. *Wanted! A Nation!: Black Americans and Haiti, 1804-1893*, *44*, 102.

Facchini, F., & Paul, B. (2015). *Le mouvement démocratique de 1986 et l'entrepreneuriat politique en Haïti.*

Gélineau, F., Evans, C. G., Wilson, C., Boidi, M. F., Régionale, C., de LAPOP, É. D. R., & Zechmeister, E. J. (2020). La culture politique de la démocratie en Haïti et dans les Amériques, 2016/17.

Gilles, A. (2015). Pourquoi tant de partis politiques ? Et à quoi sont-ils utiles ? Haïti Perspectives, 4(3), 7-11.

Griggs, E. L., & Prator, C. H. (Eds.). (2022). *Henry Christophe and Thomas Clarkson: A Correspondence*. Univ of California Press.

Jost, J. T. (2021). *Left and right: The psychological significance of a political distinction*. Oxford University Press.

Lafont, P., & Pariat, M. (2013). Nécessité transactionnelle et construction de connaissances : une relation incertaine en situation de crise à Haïti. *Pensée plurielle*, (2), 163-176.

Lamour, S. (2024). Haitian Feminists' Struggle for the Right to Self-Determination. *Palimpsest: A Journal on Women, Gender, and the Black International*, *13*(1), 93-100.

Lovinski, V. P. A. (2023). Haïti: Le sous-développement durable (p. 201). University of Ottawa Press/Les Presses de l'Université d'Ottawa.

Lumarque, J. (2020). *Haïti et le COVID-19 des outils pour comprendre et agir*.

Marcelin, F. (2022). Jean Price-Mars: Anti-west Resistance, African Rapprochement as an Approach to Humanism and Haitianness. In *Routledge Handbook of Afro-Latin American Studies* (pp. 554-558). Routledge.

Maurel, C. (2022). Les soeurs Sylvain, quatre femmes haïtiennes pionnières au XXe siècle. *Revue Africultures*.

Mulumba, I. M., & Ilunga, M. K. (2020). Le multipartisme démocratique au Congo est une valeur démocratique ou un désordre politique?. *KAS African Law Study Library*, *7*(1), 112-128.

Rousseau, D. (2022). *Six thèses pour la démocratie continue*. Odile Jacob.

Sample, K. (S.d.). *Défis électoraux en Haïti : analyse comparative*. Délégation de Haut Niveau du Club de Madrid en Haïti, World Leadership Alliance Club de Madrid, Union Européenne.

Stieber, C. (2020). "Camelots du roi ou rouges": radicalization in early twentieth-century Haitian periodicals. *Contemporary French Civilization*, *45*(1), 47-69.